

partie 4

# Économie des transports

— La dépense totale de transport s'élève à 438,2 milliards d'euros en 2019, soit 18,1 % du PIB. La consommation des ménages en service marchand de transport, principalement en transport individuel, représente 15,0 % de leur consommation totale et croît en moyenne de 2,3 % par an depuis 2004.

La production de la branche transports (y compris les activités de poste et de courrier) s'élève à 225,6 milliards d'euros en 2019 et progresse de 2,2 % en volume entre 2018 et 2019.

Les dépenses des administrations publiques s'élèvent à 48,8 milliards d'euros en 2019. Elles augmentent en moyenne de 1,6 % par an depuis 2010.



## Données macroéconomiques

### PRODUCTION DE LA BRANCHE TRANSPORTS AU PRIX DE BASE PAR FONCTION\* (EN VALEUR)

En milliards d'euros courants

	2014	2019
Transport de voyageurs	50,4	59,0
Transport de marchandises	67,7	80,2
Services auxiliaires hors poste et courrier	60,9	73,3
Poste et courrier	12,4	13,0
<b>Ensemble des transports</b>	<b>191,5</b>	<b>225,6</b>

\* Production au prix de base : production hors impôts sur les produits (taxe d'aéroport...), y compris, le cas échéant, subventions sur les produits (principalement services de transports ferroviaires et urbains).

**Source :** Insee, Comptes nationaux (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

Avec une production de 225,6 milliards d'euros en 2019, la branche transports (y compris les activités de poste et de courrier) équivaut à 9,3 % du produit intérieur brut (PIB) français. Elle progresse en volume de 2,2 % en 2019 par rapport à 2018, tandis que les prix augmentent de 1,5 %

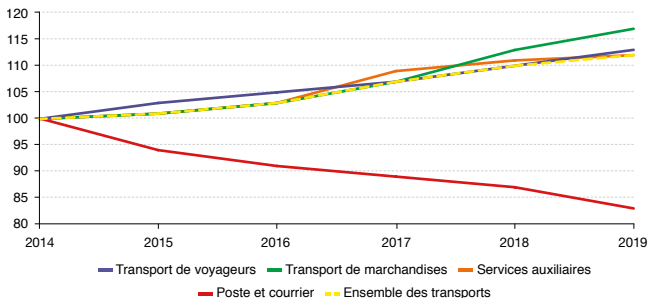
La production de transport de marchandises représente 35,5 % de la production de la branche en valeur en 2019. Sa croissance en volume ralentit (+ 3,5 % en 2019, après + 5,0 % en 2018).

Le transport de voyageurs représente 26,2 % de la production de l'ensemble de la branche transports en 2019. Il continue de croître en volume (+ 2,8 % en 2019, après + 2,2 % en 2018) malgré les grèves de fin d'année.

En volume, les activités de poste et courrier poursuivent leur baisse (- 4,6 % en 2019, après - 1,9 % en 2018). Après trois années de moindre baisse, celle-ci s'amplifie à nouveau du fait, en partie, du ralentissement des autres activités de poste et courrier (livraison à domicile).

## ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DE SERVICES DE TRANSPORT (EN VOLUME)

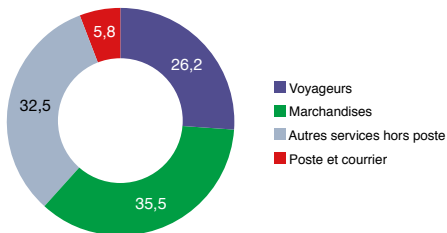
Indice base 100 en 2014



**Source :** Insee, Comptes nationaux (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

## PRODUCTION DE TRANSPORT EN 2019

En %



**Source :** Insee, Comptes nationaux (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

# Dépenses de transport des ménages

## ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE TRANSPORT DES MÉNAGES

En milliards d'euros courants

	2004	2009	2014	2019
<b>Ensemble des dépenses de consommation des ménages</b>	<b>890,1</b>	<b>1 034,2</b>	<b>1 122,9</b>	<b>1 253,2</b>
Dépenses liées aux véhicules individuels	107,3	119,2	122,5	146,6
Achat de véhicules	37,4	40,7	35,6	43,8
Utilisation de véhicules hors carburants	39,8	47,1	49,5	61,2
Carburants et lubrifiants	30,1	31,4	37,4	41,5
Achat de services de transports	18,4	23,8	27,0	32,2
Assurance	4,4	6,0	7,7	8,6
<b>Dépenses totales de transport</b>	<b>130,1</b>	<b>149,0</b>	<b>157,2</b>	<b>187,4</b>
<i>Poids des dépenses de transport dans la consommation totale des ménages (%)</i>	<i>14,6</i>	<i>14,4</i>	<i>14,0</i>	<i>15,0</i>

**Source :** Insee, Comptes nationaux (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

Avec 187,4 milliards d'euros en 2019, les dépenses de transport (y compris assurance) représentent 15,0 % des dépenses de consommation des ménages.

En quinze ans, la part des dépenses des ménages liées aux véhicules individuels (y compris assurance) a baissé : elles représentent 82,8 % des dépenses de consommation des ménages en transport en valeur en 2019, contre 85,9 % en 2004. Cette baisse s'est effectuée au profit des achats de services de transports, dont la part a augmenté sur la même période : ils représentent 17,2 % des dépenses de transport des ménages en 2019, contre 14,1 % en 2004.

Depuis 2004, en moyenne annuelle et en euros courants, les dépenses liées aux véhicules individuels (y compris assurance) ont progressé de 2,2 %, tandis que les achats de services de transports ont augmenté de 3,8 %. Les achats de véhicules et les dépenses de carburants progressent respectivement de 1,1 % et 2,2 % en valeur en moyenne annuelle sur la même période. Les autres dépenses d'utilisation du véhicule (hors assurance) augmentent de 2,9 % et représentent 32,7 % des dépenses de transport individuel en 2019.

## Financement public des transports

### DÉPENSES EN TRANSPORT DES ADMINISTRATIONS CENTRALES ET LOCALES

En milliards d'euros courants

	2010	2014	2019	% en 2019
Dépenses de fonctionnement	27,7	29,4	31,2	64,0
Dépenses d'investissement	14,8	15,7	17,5	36,0
<b>Total des dépenses des administrations</b>	<b>42,5</b>	<b>45,1</b>	<b>48,8</b>	<b>100,0</b>

**Source :** DGFIP (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

En 2019, le financement du transport par les administrations centrales et locales est de 48,8 milliards d'euros au total (après élimination des doubles comptes).

Les dépenses de fonctionnement ont progressé en valeur de 1,3 % en moyenne annuelle depuis 2010, tandis que les dépenses d'investissement ont augmenté de 1,9 % par an en moyenne. Ces dernières représentent 36,0 % des dépenses des administrations publiques en transport.

# Données démographiques, économiques et comptables des entreprises de transport

## DÉMOGRAPHIE DE L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES DU SECTEUR DES TRANSPORTS ET DE L'ENTREPOSAGE

Nombre d'entreprises au 31 décembre

	2008	2013	2018
Transports de voyageurs	37 846	44 488	79 707
Transports de marchandises	41 208	42 345	47 830
Autres services de transport	7 621	9 974	12 987
Activités de poste et de courrier	1 524	1 788	34 258
<b>Transports et entreposage</b>	<b>88 199</b>	<b>98 595</b>	<b>174 782</b>

*Champ : ensemble des entreprises, y compris micro-entreprises, de France métropolitaine et des DOM.*

**Source :** Insee, Sirene (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

La progression du nombre d'entreprises dans les transports et l'entreposage n'a cessé d'accélérer depuis 2008, pour atteindre 174 782 le 31 décembre 2018. Les secteurs qui contribuent le plus à ces hausses annuelles sont les activités de poste et de courrier (en particulier les sociétés de livraisons à domicile) ainsi que les transports de voyageurs par taxis qui comprennent les voitures de transport avec chauffeur (VTC).

Taux de créations d'entreprises<sup>1</sup> en %

	2009	2014	2019
Transports de voyageurs	7,9	20,1	19,4
Transports de marchandises	9,5	8,3	12,1
Autres services de transport	13,4	14,7	12,3
Activités de poste et de courrier	31,1	49,7	175,9
<b>Transports et entreposage</b>	<b>9,6</b>	<b>15,0</b>	<b>47,5</b>

<sup>1</sup> Taux de créations : rapport entre le nombre de créations dans l'année et le nombre d'entreprises en fin d'année précédente.

Champ : ensemble des entreprises, y compris micro-entreprises, de France métropolitaine et des DOM.

Source : Insee, Sirene (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

Le taux de créations d'entreprises est particulièrement haut en 2019 : 47,5 %. Il a presque quintuplé depuis 2009. Cela s'explique principalement par la hausse des créations dans les activités de poste et de courrier et transports de voyageurs par taxis.

Taux de défaillances d'entreprises<sup>2</sup> en %

	2009	2014	2019
Transports de voyageurs	0,6	0,5	0,9
Transports de marchandises	3,8	3,2	2,5
Autres services de transport	2,5	1,7	1,3
Activités de poste et de courrier	3,8	1,9	0,1
<b>Transports et entreposage</b>	<b>2,3</b>	<b>1,8</b>	<b>1,2</b>

<sup>2</sup> Taux de défaillances : rapport entre le nombre de défaillances dans l'année et le nombre d'entreprises en fin d'année précédente.

Champ : ensemble des entreprises, y compris micro-entreprises, de France métropolitaine et des DOM.

Sources : Bodacc ; calculs Banque de France (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

Le taux de défaillances d'entreprises a baissé d'un tiers entre 2014 et 2019, passant de 1,8 % à 1,2 %. Cette diminution s'explique par le recul des défaillances dans les transports de marchandises et autres services de transport ainsi que par la hausse substantielle du nombre d'entreprises dans les activités de poste et de courrier, hausse qui entraîne mécaniquement une chute du taux.

## COMPTES DE L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES DU SECTEUR DES TRANSPORTS ET DE L'ENTREPOSAGE\*

En milliards d'euros courants

	2016 « contours 2017 »**	2017	2017 « contours 2018 »**	2018
<b>Production</b>	<b>203,2</b>	<b>216,7</b>	<b>210,3</b>	<b>219,8</b>
Consommations intermédiaires	118,5	128,5	123,2	134,0
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>84,8</b>	<b>88,2</b>	<b>87,1</b>	<b>85,8</b>
Charges de personnel	63,8	65,3	64,1	65,5
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>16,7</b>	<b>19,3</b>	<b>19,5</b>	<b>16,4</b>
Capacité d'autofinancement	14,2	17,1	16,7	15,3
Bénéfice ou perte	6,1	10,3	8,9	7,5
Investissements corporels bruts hors apports	24,4	24,6	24,7	24,8
<i>dont investissements corporels de matériel de transport</i>	<i>6,8</i>	<i>6,4</i>	<i>6,4</i>	<i>7,3</i>

\* Voir définition dans le glossaire.

\*\* Voir explication dans le glossaire.

Note : pour bien mesurer les évolutions économiques, les données entre deux années successives sont comparées à méthode constante. Les données en entreprises de l'année précédente sont ainsi recalculées chaque année en utilisant le contour des entreprises de l'année en cours.

Champ : entreprises de France métropolitaine et des DOM.

Source : estimations SDES, d'après Insee-Ésane (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

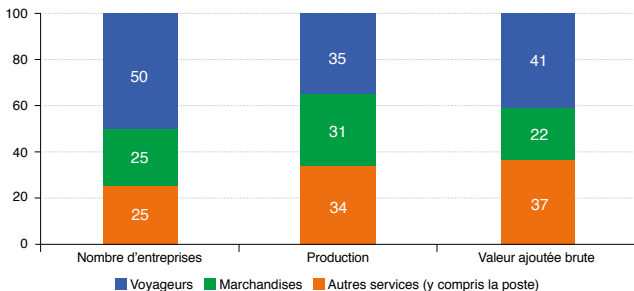
Avec 220 milliards de production en 2018, les entreprises de transport réalisent 7,5 % de la production de l'ensemble des entreprises françaises (hors agriculture).

L'excédent brut d'exploitation représente 7,5 % de la production des entreprises de transport en 2018. Les investissements corporels bruts hors apports s'élèvent à 24,8 milliards d'euros en 2018, soit un niveau comparable aux années précédentes.



## IMPORTANCE ÉCONOMIQUE DES SECTEURS DU TRANSPORT EN 2018

En %



**Source :** estimations SDES, d'après Insee-Ésane (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

La moitié des entreprises de transport assurent du transport de voyageurs. Elles réalisent 41 % de la valeur ajoutée brute du secteur.

En 2018, le transport de marchandises rassemble un quart des entreprises du secteur et réalise 22 % de la valeur ajoutée du secteur.

Les entreprises de services auxiliaires et de courrier représentent un quart des entreprises de transport, mais elles réalisent 37 % de la valeur ajoutée brute du secteur.

# Comptes des entreprises de transport

## TRANSPORTS ROUTIERS DE FRET ET SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT

En milliards d'euros courants

	2016 « contours 2017 »*	2017	2017 « contours 2018 »*	2018
Charges de personnel	13,7	14,4	14,1	15,0
Chiffre d'affaires net	44,0	47,6	46,8	49,4
Valeur ajoutée au coût des facteurs**	15,9	16,5	16,4	16,8
Investissements corporels bruts hors apports	2,3	2,3	2,3	2,6

\* Voir explication dans le glossaire.

\*\* Valeur ajoutée au coût des facteurs = valeur ajoutée brute + (subventions d'exploitation - impôts, taxes et versements assimilés).

Source : estimations SDES, d'après Insee-Ésane (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

Avec un chiffre d'affaires de 49,4 milliards d'euros en 2018, les entreprises des transports routiers de fret et services de déménagement représentent 24 % des entreprises de transport, emploient près de 26 % des salariés du transport et réalisent 23 % du chiffre d'affaires et 21 % de la valeur ajoutée au coût des facteurs.

En 2018, le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée au coût des facteurs ont progressé respectivement de 5,7 % et 2,9 % par rapport à 2017 (contours 2018).

La statistique publique a changé de concept d'entreprises pour adopter une définition économique des entreprises. Conformément aux engagements pris auprès d'Eurostat, à partir du millésime 2017, les données sur les caractéristiques comptables et financières des entreprises sont entièrement diffusées selon cette approche. Le poids respectif des différents secteurs d'activité ou des tailles d'unités se trouve ainsi modifié. Pour plus d'informations, se référer au glossaire, rubrique « Comptes d'entreprises ».

## LES ENTREPRISES DES TRANSPORTS ROUTIERS DE VOYAGEURS (TRANSPORTS EN CAR)

En milliards d'euros courants

	2016 « contours 2017 »*	2017	2017 « contours 2018 »*	2018
Charges de personnel	4,5	4,7	4,6	4,7
Chiffre d'affaires net	11,7	12,4	12,2	13,0
Valeur ajoutée au coût des facteurs**	6,3	6,5	6,3	6,3
Investissements corporels bruts hors apports	4,2	3,4	3,4	3,8

\* Voir explication dans le glossaire.

\*\* Valeur ajoutée au coût des facteurs = valeur ajoutée brute + (subventions d'exploitation - impôts, taxes et versements assimilés).

Source : estimations SDES, d'après Insee-Ésane (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

Les entreprises des transports routiers de voyageurs réalisent un chiffre d'affaires de 13,0 milliards d'euros en 2018, en progression de 5,8 % par rapport à 2017 ; leur valeur ajoutée a légèrement diminué dans le même temps (-0,5 %).

## LES ENTREPRISES DES TRANSPORTS URBAINS ET SUBURBAINS DE VOYAGEURS (TRANSPORTS COLLECTIFS URBAINS)

En milliards d'euros courants

	2016 « contours 2017 »*	2017	2017 « contours 2018 »*	2018
Charges de personnel	9,4	9,7	9,7	9,8
Chiffre d'affaires net	22,1	23,5	23,4	24,3
Valeur ajoutée au coût des facteurs**	13,2	13,7	13,5	13,2
Investissements corporels bruts hors apports	6,5	5,6	5,6	5,9

\* Voir explication dans le glossaire.

\*\* Valeur ajoutée au coût des facteurs = valeur ajoutée brute + (subventions d'exploitation - impôts, taxes et versements assimilés).

Source : estimations SDES, d'après Insee-Ésane (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

Les entreprises des transports urbains et suburbains de voyageurs ou transports collectifs urbains (TCU) offrent des services de transport sur les routes (en bus) et/ou sur des infrastructures dédiées (métros, tramways).

Leur chiffre d'affaires s'établit à 24,3 milliards d'euros en 2018, en progression annuelle de 3,6 %.

## COMPTES DE L'ÉPIC RATP

En milliards d'euros courants

	2009	2014	2019
Production	4,3	5,0	5,3
<i>dont recettes totales du trafic</i>	2,0	2,2	2,5
<i>dont concours de fonctionnement</i>	1,9	2,1	2,1
Valeur ajoutée brute	3,4	4,0	3,7
Charges de personnel	2,4	2,5	2,7
Investissements	1,2	1,6	1,7

**Source :** RATP (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

En 2019, le poids des recettes du trafic dans la production est de 47 % pour l'ÉPIC RATP.

## LES ENTREPRISES DES TRANSPORTS DE VOYAGEURS PAR TAXIS ET VTC

En milliards d'euros courants

	2016 « contours 2017 »*	2017	2017 « contours 2018 »*	2018
Charges de personnel	0,9	1,0	1,0	1,0
Chiffre d'affaires net	3,5	3,9	3,8	4,0
Valeur ajoutée au coût des facteurs**	1,8	1,9	1,9	1,9
Investissements corporels bruts hors apports	0,4	0,4	0,4	0,4

\* Voir explication dans le glossaire.

\*\* Valeur ajoutée au coût des facteurs = valeur ajoutée brute + (subventions d'exploitation - impôts, taxes et versements assimilés).

**Source :** estimations SDES, d'après Insee-Ésane (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

Le nombre d'entreprises de taxis et voitures de transport avec chauffeur (VTC), qui sont constituées de nombreuses entreprises individuelles, poursuit sa progression en 2018 (+ 10,2 %). Leur chiffre d'affaires croît de 4,0 % et s'établit à 4,0 milliards d'euros en 2018, soit 1,8 % du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises des transports et de l'entreposage.

## COMPTES DE SNCF MOBILITÉS (SNCF MOBILITÉS DEPUIS 2016, ÉPIC SNCF AVANT)

En milliards d'euros courants

	2009	2014	2019
<b>Production</b>	<b>20,0</b>	<b>22,2</b>	<b>17,9</b>
<i>dont produits du trafic</i>	<i>8,9</i>	<i>8,3</i>	<i>8,8</i>
<i>dont prestations de service pour les AOT* et Île-de-France Mobilités et compensations tarifaires</i>	<i>4,1</i>	<i>5,0</i>	<i>5,8</i>
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>10,8</b>	<b>11,7</b>	<b>7,3</b>
Rémunérations	8,7	9,2	5,2
<b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>
<b>Résultat net</b>	<b>- 0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>

\* AOT : Autorités organisatrices de transport.

**Source** : SNCF Mobilités (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

Après une forte baisse en 2018 en raison des mouvements sociaux du second trimestre, les produits du trafic de la SNCF repartent à la hausse en 2019 : ils augmentent de 4,4 % par rapport à 2018 et s'élèvent à 8,8 milliards d'euros en 2019.

## ENTREPRISES DE TRANSPORT FLUVIAL ET DE TRANSPORT MARITIME

En milliards d'euros courants

	2016 « contours 2017 »*	2017	2017 « contours 2018 »*	2018
<b>Transport fluvial</b>				
Charges de personnel	0,2	0,2	0,2	0,2
Chiffre d'affaires net	0,6	0,7	0,7	0,8
Valeur ajoutée au coût des facteurs**	0,2	0,3	0,3	0,3
Investissements corporels bruts hors apports	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Transport maritime</b>				
Charges de personnel	1,0	0,9	0,9	1,0
Chiffre d'affaires net	13,9	17,9	17,9	20,0
Valeur ajoutée au coût des facteurs**	0,5	1,5	1,6	0,9
Investissements corporels bruts hors apports	0,4	0,9	0,8	0,7

\* Voir explication dans le glossaire.

\*\* Valeur ajoutée au coût des facteurs = valeur ajoutée brute + (subventions d'exploitation - impôts, taxes et versements assimilés).

Source : estimations SDES, d'après Insee-Ésane (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

Le chiffre d'affaires réalisé en 2018 par les entreprises du transport fluvial dépasse 750 millions d'euros. Il s'élève à 20,0 milliards d'euros pour les entreprises du transport maritime. Le chiffre d'affaires du transport maritime progresse de 28 % en 2017 et de 12 % en 2018, à un rythme nettement supérieur à celui du transport fluvial (+ 4 % en 2017 et + 7 % en 2018).

# Comptes des entreprises gestionnaires d'infrastructures

## SOCIÉTÉS D'AUTOROUTES CONCÉDÉES

En milliards d'euros courants

	2009	2014	2019
Chiffre d'affaires	7,6	9,0	10,8
« Valeur ajoutée » (chiffre d'affaires - consommations intermédiaires)	6,3	8,0	9,6
Excédent brut d'exploitation	4,7	6,3	7,9
Charges financières	1,5	1,6	0,9
Capacité d'autofinancement	3,3	5,2	6,1
Investissements	2,3	1,1	1,4
Emprunts et dettes financières au 31/12	31,0	34,7	33,7

**Source :** DGITM (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

En 2019, le chiffre d'affaires des sociétés d'autoroutes concédées s'élève à 10,8 milliards d'euros. Il est constitué à 97,7 % des recettes des péages. Il augmente en moyenne annuelle de 3,6 % sur la période 2014-2019.

Les investissements augmentent très légèrement en 2019 (+ 0,6 %) après la forte hausse de 2018 (+ 25,8 %), pour atteindre 1,4 milliard d'euros, un niveau néanmoins nettement inférieur à celui de 2014 (2,3 milliards d'euros). Les emprunts et dettes financières reculent en 2019 (- 1,0 %) pour la troisième année consécutive : ils s'établissent à 33,7 milliards d'euros.

## SNCF RÉSEAU (SNCF RÉSEAU DEPUIS 2016, RÉSEAU FERRÉ DE FRANCE (EX-RFF) AVANT)

En milliards d'euros courants

	2009	2014	2019
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>7,0</b>	<b>6,8</b>	<b>13,4</b>
dont redevances d'infrastructure	2,9	5,6	5,8
dont contribution de l'État aux charges d'infrastructures	2,3	0,1	0,5
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>0,4</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 0,9</b>
Capacité d'autofinancement	1,1	2,1	1,8
<b>Investissements</b>	<b>3,3</b>	<b>4,5</b>	<b>5,1</b>
Dettes à long terme nette au 31/12	28,6	38,4	52,3

**Source :** SNCF Réseau (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

## COMPTES DES ENTREPRISES DES INFRASTRUCTURES FLUVIALES ET MARITIMES

En millions d'euros courants

## Voies navigables de France (VNF)

	2009	2014	2019
Chiffre d'affaires	170	189	180
Valeur ajoutée brute	86	102	86
Charges de personnel <sup>1</sup>	21	234	234
Résultat d'exploitation	69	107	93
Capacité d'autofinancement	58	97	81
Dépenses d'investissement	219	180	141
Endettement	3	2	0

<sup>1</sup> Les 4 400 agents des services de navigation de l'État, auparavant détachés auprès de l'ÉPIC, ont été intégrés en 2013 à l'EPA aux côtés des 300 salariés de l'établissement.

**Source** : VNF (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

## Comptes des grands ports sous tutelle de l'État

	2009 <sup>1</sup>	2014 <sup>2</sup>	2019 <sup>3</sup>
Chiffre d'affaires	629	688	803
Valeur ajoutée brute	435	472	656
Charges de personnel	330	365	386
Excédent brut d'exploitation	160	157	360
Capacité d'autofinancement	146	112	263
Investissement	274	340	241
Dettes financières	539	760	648

Champ :

<sup>1</sup> grands ports maritimes métropolitains ;

<sup>2</sup> grands ports maritimes métropolitains et les grands ports maritimes d'outre-mer créés au 01/01/2013 ;

<sup>3</sup> depuis 2016 :

- 11 grands ports maritimes de l'État : 7 en métropole (Marseille, Le Havre, Dunkerque, Nantes, Rouen, La Rochelle, Bordeaux) et 4 dans les DOM (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion),
- 2 grands ports fluviaux de l'État : Port autonome de Paris, Port autonome de Strasbourg.

**Source** : DGITM (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

Voies navigables de France (VNF) est un établissement public à caractère administratif français chargé de gérer la majeure partie du réseau des voies navigables de France. En 2019, le chiffre d'affaires de VNF est de 180 millions d'euros.

Les 13 grands ports maritimes et fluviaux de l'État (voir liste détaillée plus haut) sont sous la tutelle de ce dernier. En 2019, ils réalisent un chiffre d'affaires de 803 millions d'euros, en progression annuelle de 2,9 % par rapport à 2018.



## COMPTES D'AÉROPORTS DE PARIS (ADP) SA

En milliards d'euros courants

	2009	2014	2019
Chiffre d'affaires	2,3	2,8	3,1
Valeur ajoutée brute	1,5	1,9	2,2
Excédent brut d'exploitation	0,9	1,1	1,3
Charges financières	0,2	0,1	0,2
Capacité d'autofinancement	0,6	0,8	1,0
Investissements	0,4	0,4	1,0
Dette à moyen et long termes au 31/12	2,5	4,0	4,9

Champ : Aéroports de Paris SA, société mère du groupe ADP.

Source : ADP (données complémentaires disponibles dans le Bilan annuel des transports en 2019)

Aéroports de Paris (ADP) est la principale entreprise de services auxiliaires aériens et réalise, en 2019, un chiffre d'affaires de 3,1 milliards d'euros. Les investissements progressent encore fortement en 2019 (+ 9,9 %, après + 16,9 % en 2018), pour atteindre le niveau record de 1 029 millions d'euros. La dette financière à moyen et long termes augmente pour la neuvième année (+ 2,4 %) en dix ans et atteint 4,9 milliards d'euros.

